



La Feuille Verte

Décembre 2011 / N° 173 / 1,70 €

Chers amis, chères amies,

Le Conseil fédéral a voté ce week-end un accord de mandature avec le Parti socialiste, qui porte à la fois sur les questions programmatiques et électorales.

Nos négociateurs et négociatrices, qui représentaient la diversité du mouvement, sont partis du mandat donné par l'Assemblée fédérale de La Rochelle. Dans cette motion, nous avons acté le choix de présenter un-e candidat-e à l'élection présidentielle, défendant le projet de l'écologie politique. La motion visait également à élaborer un pacte d'alternative reposant sur le principe d'autonomie contractuelle. Cette conjonction est inédite. En 1997, il y avait un accord, mais il n'y avait pas d'élection présidentielle. Ce qui n'était pas le cas en 2002 et 2007.

Le Front de gauche, malgré des sollicitations lors de nos Journées d'été et un appel public à l'occasion de la Fête de l'Humanité, n'a pas souhaité participer à ces discussions. Avec le Parti socialiste, elles ont débuté au mois de juin et se sont accentuées dès septembre, les questions électorales et programmatiques étant conduites parallèlement. L'ambition a été de mener les négociations sur l'ensemble des sujets que nous portons, la diversité et la globalité des projets écologistes et socialistes ne pouvant se résumer à quelques propositions. Six groupes de travail ont ainsi travaillé sur les questions environnementales, énergétiques, économiques, sociales, sociétales, internationales et démocratiques.

Rapidement, nous sommes arrivés à un certain nombre d'accords et de désaccords sur des sujets majeurs. Les questions du nucléaire et de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes étaient des points de clivage. Ces négociations ont également été ralenties par les débats internes aux socialistes lors de leur primaire. Certain-e-s candidat-e-s socialistes se sont ainsi prononcés pour la construction de Notre-Dame-des-Landes, d'autres contre. Sur le nucléaire, les candidat-e-s ont toutes et tous eu des positions différentes : favorable à la poursuite du programme électronucléaire, pour la réduction à moyen terme, pour la sortie à moyen terme voire à très long terme. .../...



édito

BESANÇON CTC
Dispense de timbrage.



La primaire terminée, les négociations ont repris. Ces négociations ont toujours eu lieu entre partis, mais la vision présidentialisiste du parti socialiste a personnalisés ces négociations, la délégation socialiste changeant à l'issue de la primaire socialiste.

Le candidat socialiste ne souhaitant pas fixer un horizon à la politique énergétique française au delà de 2025, il ne souhaitait pas inscrire la sortie programmée du nucléaire dans l'accord. Nous étions prêts à ce pas, à condition que la transition énergétique jusqu'à 2025 soit compatible avec un scénario de sortie du nucléaire. L'EPR de Flamanville est devenu rapidement un point de crispation.

François Hollande s'est néanmoins prononcé publiquement, le lundi 14 novembre, pour la poursuite du chantier de Flamanville, refusant tout recul sur la question. Il semble qu'une partie de son entourage était favorable à cet accord, considérant qu'un rassemblement était un préalable pour vaincre la droite, et que d'autres y étaient opposés. Pour des raisons idéologiques, pour des raisons électorales, certains estimaient que l'on pouvait se passer de concessions aux écologistes pour gagner. L'échec de l'accord puis de la gauche en 2002 et en 2007 a montré les limites de ce raisonnement. Pour permettre une victoire de la gauche et des écologistes et acter les multiples avancées de l'accord, nous avons décidé de sortir du texte les questions de l'EPR de Flamanville et de Notre-Dame-des-Landes.

En effet, il était impossible pour nous de trouver un compromis qui aurait envisagé la poursuite des travaux. Nous avons ainsi convenu que cet accord actait une coalition de majorité parlementaire et qu'il n'était pas un accord de gouvernement. La question de la participation au gouvernement se décidera à l'issue de l'élection présidentielle et dépendra bien évidemment des débats menés lors de celle-ci.

Parallèlement, les négociations électorales ont permis de réserver aux écologistes 63 circonscriptions, plus d'une trentaine étant sérieusement gagnables, dont une quinzaine en cas de défaite de la gauche. Pour ce qui est des contreparties, nous présenterons ainsi des candidat-e-s écologistes dans toutes les circonscriptions, sauf celles identifiées à fort risque FN, pour éviter l'élimination du candidat de gauche ou écologiste au premier tour.

L'accord a été acté mardi à 15 h 30 après une rencontre entre Martine Aubry et moi-même. Cet accord a reçu l'assentiment du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Il a été soumis au vote du Bureau national. Vous avez ensuite pu suivre dans les médias l'intervention d'Areva sur un de ses paragraphes concernant le Mox et le retraitement. Pour lutter contre cet accord, les lobbys sont en effet sortis de l'ombre. On a ainsi entendu les propos scandaleusement mensongers d'Henri Proglio, président d'EDF, soulignant le million de perte d'emplois qu'entraînerait la sortie du nucléaire (quand celle-ci a été créatrice d'emplois en Allemagne). On a vu les éléments de langage d'Areva complaisamment répétés par des ministres UMP. On a constaté le

retrait du budget publicitaire d'EDF dans La Tribune, à la suite de la publication d'un article sur l'abandon du projet d'EPR par l'entreprise.

Cette ambiguïté sur l'intégrité du texte a provoqué chez nous une certaine stupéfaction. Nous devons résister à la provocation. Les virulentes réactions du lobby ont montré l'importance de ce texte. Cet accord trouvé était nécessaire. Il n'est ni un accord écologiste, ni un accord socialiste. C'est un compromis entre deux visions, qui porte des propositions ambitieuses pour la mandature qui vient.

Il permet un tournant de la politique énergétique française, placée au coeur du débat ces derniers mois, en prévoyant la fermeture de 24 réacteurs d'ici à 2025, l'absence de construction de nouvelles centrales sur la mandature, l'abandon progressif des filières du retraitement et du MOX, et est une avancée majeure pour une sortie du nucléaire. Il prévoit la révision des infrastructures de transport. Une loi d'orientation agricole refondera cette politique. La Contribution climat énergie sera au coeur d'une profonde réforme fiscale. Nous avons acté le retour à la retraite à 60 ans et l'abandon de la RGPP. Sur les questions démocratiques, 15 à 20 % des député-e-s seront élu-e-s au scrutin proportionnel, le Conseil constitutionnel sera transformé, le cumul interdit et la réforme territoriale abrogée en poursuivant la décentralisation. Nous avons inscrit le droit de vote et d'éligibilité pour tou-te-s aux élections locales et une révision des lois sur l'immigration. Les troupes seront retirées d'Afghanistan et la France portera une réforme des institutions internationales. 1 % du PIB sera affecté à l'aide publique au développement. Nous soutiendrons également le saut fédéral au coeur du projet européen. L'ensemble des mesures, qui ne peuvent être résumées ici, est inscrit dans les 23 pages de l'accord que vous pouvez consulter sur le site Internet eelv.fr

Je remercie nos négociateurs et nos négociatrices d'avoir écrit, grâce à leur travail acharné, l'accord le plus ambitieux qui ait jamais été soumis à notre mouvement. Il permet également à notre mouvement et à notre candidate, Eva Joly, de porter nos revendications et notre projet propre lors des campagnes présidentielle et législatives. Un accord n'est jamais une fin, mais toujours le point d'appui d'une mandature. C'est une étape supplémentaire dans la construction de l'écologie politique en France. Cette construction sera encore longue, mais pour nous toutes et tous, face à la violence des crises présentes et à venir, il est urgent d'agir. Les forces conservatrices et productivistes sont nombreuses et puissantes, nous ne l'ignorons pas. Mais nous pouvons les combattre. Dans la société civile, dans l'opinion et, plus sûrement maintenant, au Parlement. N'hésitez pas à me répondre et à me faire part de vos avis ou questionnements (cecile.duflot@eelv.fr)

Avec l'assurance de toute mon amitié écologiste.

Cécile Duflot

Secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts



VOUS AVEZ DIT « FRAUDE SOCIALE » ?

« *Fraude sociale* » ? Voilà une expression à la mode, dont le sens dépend éminemment du point de vue où l'on se place...

*** Tous des tricheurs, des menteurs, des voyous et des bandits !... (Point de vue d'un gouvernement de droite extrême ou d'extrême droite.)**

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est la faute à ceux qui squattent illégalement notre pays et volent notre accès à la santé.

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est la faute aux fainéants qui ne bossent que 35 heures par semaine, ces salariés du privé et du public, ces planqués qui peuvent se mettre en maladie grâce à la complicité de leur toubib. Mettons les dehors, ces renégats qui font honte à notre pays.

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est la faute à tous ces pauvres et ces fainéants, ces chômeurs et ces profiteurs des aides sociales, qui bossent mal (à temps partiel) ou pas du tout, qui sont assez pauvres pour arnaquer la Sécu en profitant de la CMU... La CMU, ils n'attendent que ça pour se faire refaire les ratices gratos et se payer des lunettes à l'œil, ou pour se faire rembourser les dépassements d'honoraires des endocrinologues, radiologues, gynécologues et autres anesthésistes et chirurgiens. C'est vrai, quoi, s'ils ne peuvent plus s'offrir leurs services car trop pauvres pour prendre une mutuelle et payer le surplus, qu'ils crèvent ! Nous, les patrons de l'UMP, les riches, les nantis de la politique, nous pouvons nous les payer, ces dépassements d'honoraires, qui enrichissent pas mal de nos copains !

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est parce que le peuple abuse des médicaments. C'est connu : trop de maladies musculo-squelettiques malgré les bonnes conditions de travail, trop de dépressions (mais que font les syndicats ?), trop d'alcool frelaté, trop d'abus de clopes, trop de foot, trop de sport, trop de Médiateur...

*** Tous des tricheurs, des menteurs, des voyous et des bandits !... (Point de vue d'une personne de gauche, militante syndicale, écologiste, « pauvre » et... tricheuse car privée d'emploi.)**

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est la faute à l'État qui nous spolie et nous vole avec la complicité de la World Company.

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est la faute aux entreprises qui ne paient pas leurs cotisations ou exercent l'art du travail illégal : travail au black, déviances législatives avec le statut d'auto-entrepreneur, délocalisation... N'est-ce pas, PSA ?...

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est parce que les cotisations sont affectées par la chute vertigineuse de nos emplois et des salaires.

Si la sécurité sociale est en difficulté, c'est parce qu'elle cautionne le business des laboratoires et de leurs médicaments tueurs, toujours plus chers, jamais nouveaux.

Si la Sécurité sociale est en difficulté, c'est à cause des Roselyne B. et consorts, qui exercent le sport national de l'UMP, j'ai nommé le pillage de la Sécu, en achetant sur notre dos, par exemple, 94 millions de doses de vaccins qui ne serviront à rien ; qui cautionnent les médicaments tueurs en s'acoquinant avec les laboratoires par leur présence en Conseil d'Administration, en étant actionnaires ou en se faisant tout simplement subventionner (voir le site <http://lesmoutons-enrages.fr/2011/09/20/ces-elus-qui-se-font-subventionner-par-les-firmes-pharmaceutiques-.../>).

À tous ces pilleurs, je dis :
« *Remboursez, remboursez !* » Et vivement la CMU !

Estelle Chardon



LA LAÏCITÉ, SEULE GARANTE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ

Europe Écologie les Verts de Franche-Comté et le groupe du Pays de Montbéliard tiennent à exprimer leur profonde indignation suite à l'incendie criminel de la mosquée de Montbéliard (1) et apportent leur soutien à la communauté musulmane.

Parce que nous sommes profondément attachés aux libertés individuelles, notamment de culte comme d'expression, nous dénonçons avec la même force l'incendie des locaux de Charlie Hebdo, les tentatives de fondamentalistes chrétiens d'empêcher des représentations théâtrales ou les tags antisémites sur les locaux du Parti socialiste. Nous en attendons autant du ministre de

l'Intérieur et nous espérons qu'il saura témoigner auprès des membres de la communauté musulmane de Montbéliard autant de soutien qu'à l'équipe de Charlie après l'incendie de leurs locaux. Ces tristes événements démontrent une nouvelle fois que la laïcité est seule garante de la liberté de conscience, en ne plaçant aucune opinion au-dessus des autres et en construisant ainsi l'égalité républicaine.

EÉLV-FC

(1) Le 10 novembre ; il s'agit de la deuxième attaque en moins d'un mois.

Brèves

MOTS D'HUMOUR, MOTS D'HUMEUR

* Chant révolutionnaire (remix)

Ah charia, charia, charia ! les démocrates à la lanterne, Ah charia, charia, charia ! les démocrates, on les pendra.

* Homme providentiel

Les caisses de la Grèce sont à sec. En désespoir de cause, le gouvernement grec ferait appel à un ancien directeur du FMI grand spécialiste des bourses vides.

* G20 à Cannes

Nos élus d'élite se sont encore pris les pieds dans le tapis rouge : on n'était pas loin d'*Apocalypse now* ou du *Salaire de la peur*, même si la *Conversation secrète d'Un homme et [d']une femme* a tenté de nous faire croire en *La Dolce Vita*.

Tout cela pour que la Grèce et d'autres se retrouvent encore et toujours Sous le soleil de Satan.

* Abus de positon dominante

Barack Obama a déclaré lors du G20 : « *Je suis sûr que Giulia a hérité du physique de sa mère, plutôt que de celui de son père, ce qui est une très bonne chose.* » Franchement, il y a des fois où je l'aime bien, ce Barack.

* Bayroushima

Appelé à donner sa position sur le nucléaire, François Bayrou a répondu très sérieusement (sur France-inter, le 8 novembre) :

« *Moi, quand je rencontre des gestionnaires de centrale, je leur pose deux questions. La première : est-ce que vous avez l'interrupteur qui permet de tout arrêter en cas de problème ? La deuxième : avez vous les moyens de retraiter les déchets dans les 40 années à venir ? Eh ! bien la réponse à ces deux questions est oui.* » Véridique !

Son nouveau slogan de campagne : « *Bayrou, le goût des choses simples* ». OK, c'est déjà le slogan pour des saucisettes, mais bon...

* Négociations

Restons fermes, imposons un ultime atome au PS.

* Dieu est lumière

Le nucléaire comme religion : au nom de l'EPR, du fils...

* Expulsion

Berlusconi poussé vers la sortie : c'est bien la première fois que je me réjouis d'une expulsion de Rome.

* Vu sur le Post

Adidas sort des chaussures de foot intelligentes ! On connaissait l'expression « avoir l'estomac dans les talons », voici maintenant l'expression « avoir l'intelligence dans les godasses ». Cela dit, pour des footballeurs, c'est déjà inespéré, non ?

Christophe M.

SORTIR DU NUCLÉAIRE, C'EST POSSIBLE !

Même si François Hollande n'est pas encore tout à fait au courant, la catastrophe de Fukushima a porté un coup fatal au mythe d'une énergie nucléaire "propre et sûre", au prix d'un coût humain et économique considérable. Aujourd'hui, 77 % des Français sont favorables à la sortie du nucléaire (*Sondage IFOP / Le JDD.fr, réalisé du 1er au 3 juin 2011*).

La vraie question n'est donc plus « *Faut-il sortir du nucléaire ?* » mais « *Quelles sont les solutions pour en sortir ?* ». Avec ce livre facile d'accès et riche en informations, le Réseau "Sortir du nucléaire" apporte de nombreuses réponses, claires et pragmatiques, loin du "dogmatisme" parfois reproché aux écologistes. Un livre

idéal pour faire le point sur la sortie du nucléaire, et pour sensibiliser vos proches !

Pour consulter le sommaire et des extraits, pour vous procurer le livre, pour commander gratuitement des tracts afin de le faire connaître, rendez-vous sur notre espace web "Sortir du nucléaire, c'est possible !"

Sortir du nucléaire, c'est possible ! Un livre du Réseau "Sortir du nucléaire" publié aux éditions Nova, en partenariat avec Agir pour l'environnement, octobre 2011, 144 pages, 11 euros. Imprimé en France sur du papier recyclé à 100 % par un imprimeur labellisé Imprim'Vert.

Chasse

GESTIONNAIRES DE LA NATURE, QU'ILS DISENT !

Le 6 novembre, un brave type qui cueillait des champignons (quelle idée !) dans les bois de Contrevoz, dans l'Ain, s'est pris en plein cou une balle de gros calibre tirée par un chasseur qui - c'est humain - l'avait pris pour un sanglier. Ce n'est bien sûr ni la première, ni la dernière fois que ça arrive...

Bien décidé à épancher ma bile, je suis allé chercher sur le net des infos plus précises sur cet "accident" ; ce que j'y ai trouvé est proprement effarant. Tombé très vite sur un blog (cabranledanslemanche.hautefort.com) tenu par un antichasseur bien plus virulent que moi (il s'en prend à la "vermine des bosquets" et à la "racaille des talus" : pas mal vu, ma foi...), j'ai lu son récit et quelques-uns des commentaires laissés par ceux qui lui répondent. Tout petit florilège des premiers trouvés (je n'ai pas eu le courage d'aller jusqu'au bout), respectant bien sûr le style et l'orthographe :

"bande connard parler sans savoir c est facil pour commencer ca fesais carrement jour ce chasseur est loin d etre un viandar par contre toi tu as l air d etre une sacre tete de con"

"En tant que chasseur, je me permet de repondre à ce fachiste anti-chasse. Tout d'abord un chasseur n'est pas un viandard mais un gestionnaire de la nature car si certaines betes n'étaient pas prélevées, ce serait un désastre écologique."

"Il faudra que l'on m'explique pourquoi on oblige les chasseurs à ce promener avec des GILETS FLUO et que les ramasseurs de champignons sont à quatre pattes dans les bois

habiller en noir.surtout quand une battue est signalée.COURAGE POUR LE CHASSEUR. et quand meme condoléance à la famille du défunt."

"Tu as comme beaucoup d'autres sur ce blog des idées et des mots qui reprennent ceux qu'avaient les nazis contre les juifs envers les chasseurs. Moi je n'ai pas le droit d'empêcher de pratiquer des activités tant qu'elles ne sont pas hors la loi. Adieu Mme la fasciste extrémiste anti cahsse"

On a beau savoir que l'anonymat d'internet favorise le défoulement de tous les tarés de la terre, ça fait quand même peur... Au fait, j'y pense : parmi les points "incontournables" (laissez-moi rire...) pour s'autoriser un accord avec le PS, personne chez EÉLV n'a eu l'idée fantaisiste et outrecuidante de proposer sinon l'interdiction immédiate et inconditionnelle de la chasse, du moins des mesures permettant d'aller vers sa disparition à moyen terme... Eh ! oh ! tu rigoles, y plus important que ça, non ? S'accorder le droit de vie et de mort sur le monde animal (et humain aussi, la preuve !), c'est une question d'éthique, pas de politique... (1)

Gérard Roy

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, un promeneur de 24 ans s'est aussi fait flinguer par un chasseur, le 20 novembre, à Pourcharesses (Lozère). Et bien sûr, rien ne permet d'exclure de nouveaux « accidents » du même genre d'ici à ce que vous ayez ce numéro entre les mains... Ah ! ben oui, mais comme « ils » disent, la route tue bien plus qu'eux, non ?...



POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RADICALE

Préparer la transition énergétique demande la mise en place d'une véritable transformation de la politique dans ce domaine, fondée sur la sobriété, l'efficacité et la promotion des énergies renouvelables. Diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 est l'objectif des pays industrialisés.

Dans cette optique, l'enjeu de la rénovation des bâtiments est majeur, puisque ceux-ci consomment plus de 40 % de l'énergie, plus de 50 % des matières premières et représentent plus de 20 % des émissions de GES (Gaz à effet de serre).

Sachant que le taux de renouvellement du parc est de 1 à 2 % par an, et que l'on démolit peu, diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici à quarante ans ne pourra se faire qu'avec une campagne de rénovation thermique complète du parc construit avant 2013, date à laquelle la RT 2012 (Réglementation thermique, équivalent BBC) deviendra obligatoire dans l'habitat individuel.

S'agissant de l'efficacité énergétique, notre Région a été dès 2006, grâce au lancement du programme Effilogis, pionnière dans ce domaine avec la mise en place d'un label de performance énergétique, le Bâtiment Basse Consommation.

Depuis 2009, ce sont environ 1 000 logements qui ont bénéficié du programme Effilogis. Mais même si l'on constate une augmentation régulière du nombre de logements rénovés, cela ne suffira pas pour avoir un impact significatif sur la diminution des consommations d'énergie.

D'autre part, une rénovation thermique divise par 3 à 6 (en fonction de l'état de l'habitat) les factures de chauffage. Ainsi, le programme en direction des logements sociaux pourrait permettre, s'il est amplifié, la maîtrise de la facture énergétique des ménages, mise à mal par

l'augmentation inéluctable, continue et programmée du gaz, du fioul, mais aussi de l'électricité.

Nous devons donc décupler nos efforts, amplifier le dispositif en direction du logement ancien et, pour cela, nous plaçons pour la réalisation de 3 000 rénovations par an. À titre d'exemple, le Nord-Pas-de-Calais s'est fixé un objectif de 100 000 logements rénovés pour 2014.

Aujourd'hui, avec la RT 2012, les constructions neuves devront atteindre le niveau BBC, soit 50 kWh (énergie primaire) par m², soit un saut de 150, voire 200 kWh par rapport à la RT 2005. C'est une belle avancée, mais ce n'est pas suffisant, le chemin de la RT 2012 à la RT 2020 est court, et nous ne pouvons plus consommer comme avant. La RT 2020 exigera d'un bâtiment qu'il produise plus qu'il ne consomme : ce sera un Bâtiment à Énergie Positive. La Région pourrait être à nouveau pionnière en développant avant l'heure le dispositif BEPOS (Bâtiment à énergie positive) pour le neuf.

Encore plus et encore mieux, c'est ce que nous vous proposons pour engager une transition énergétique radicale, porteuse d'emplois non délocalisables, respectueuse de la planète et des générations à venir.

EÉLV soutient, dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Énergie et en cohérence avec les Plans climat du Grenelle de l'environnement, une déclinaison du scénario Négawatt dans notre territoire.



Brigitte Monnet

Conseillère régionale EÉLV

Identité sexuelle

ADAM, ÈVE, CHRISTINE BOUTIN ET QUELQUES AUTRES

Ouvrez vos manuels page 42, chapitre « *Devenir homme, devenir femme* ».

« *Question : caractérisez, à partir de différentes informations et à différentes échelles, un individu de sexe masculin ou de sexe féminin.* »

C'est ce que pourront lire - si leurs manuels de SVT ne

sont pas retirés de la publication d'ici là - les élèves de 1^e L et ES des lycées français à la rentrée 2012. C'est l'objet du débat qui a animé cet été nos parlementaires, et qui a fait couler beaucoup d'encre dans nos journaux nationaux. Faut-il ou non aborder la « théorie de genre » dans les manuels scolaires du lycée ?

(Dés)orientation sexuelle et (dé)construction sociale

Tout commence après la parution, en septembre 2010, du *Bulletin Officiel* invitant les enseignants du secondaire à rappeler que, si l'identité sexuelle et les rôles sexuels stéréotypés dans la société appartiennent à la sphère publique, l'orientation sexuelle est du domaine privé. Cette notion a été reprise dans les manuels scolaires des éditions Bordas, Hachette et Hatier, dans des formats plus ou moins inspirés (de une à dix pages consacrées), évoquant tous la même notion : si le sexe biologique est déterminé à la naissance, le genre sexuel est une construction sociale et ne peut obéir à des lois génétiques innées. Les définitions sont encore maladroites, les termes pas encore sûrs, mais l'idée est bel et bien là. Sexe chromosomique, sexe génital, orientation sexuelle et identité ne suivent pas une logique implacable.

À la suite de cette publication, Christine Boutin, présidente du Parti chrétien démocrate, écrit une lettre ouverte au ministre de l'Éducation Luc Châtel, pour lui dire son indignation et demander que soient retirés les ouvrages scolaires en question. De leur côté, les associations familiales catholiques réagissent vivement en lançant une pétition et en interpellant des représentants politiques UMP afin que cesse cet étalage honteux et hérétique de la vie privée des personnes « différentes » (!). Le Secrétariat général de l'Enseignement catholique va même jusqu'à envoyer aux chefs d'établissement un courrier les encourageant à faire preuve de raison lors du choix des manuels scolaires pour les lycéens. Les auteurs du courrier sont outrés de voir que l'on fait de l'identité sexuelle non plus une donnée congénitale, mais une orientation choisie.

Reste dans ta case !

On le savait déjà, l'UMP tient beaucoup au respect des frontières, de toutes les frontières, y compris celles qui cloisonnent les êtres humains. C'est donc avec beaucoup de verve que 80 députés UMP, suivis de 113 sénateurs de droite, ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme une manipulation sournoise de la société, qui ferait croire que chacun est libre de choisir et de mener sa vie sexuelle « non reproductive » comme il l'entend, faisant fi des attributs masculins ou féminins qu'on (entendez Le-Créateur-Le-Très-Haut) lui a livré à la naissance. Quelle idée...

Très pédagogue, le député UMP des Yvelines Jacques Myard explique dans *France Soir* que "la droite ne cherche pas à donner des leçons", mais qu' "on naît homme, on naît femme." Il argumente ainsi très sérieusement : "Nous appartenons au monde des mammifères, c'est structurel." Élémentaire, mon cher Watson. (Lui dit-on au passage que l'arche de Noé a sans doute été le théâtre d'ébats qui le feraient rougir ? Près de 1 500 espèces animales dans le monde connaissent l'homosexualité... dont nous !)

Plus sérieusement

Se pose ici la question de l'interventionnisme politique dans le contenu de l'éducation des jeunes citoyens français. En février 2005, une loi imposant l'enseignement des « apports positifs de la colonisation » avait déjà un goût amer. Aujourd'hui, peut-on accepter que certains partis, poussés par des lobbys aux principes réactionnaires, mettent leur nez dans les programmes scolaires au point de masquer telle ou telle avancée sociale, scientifique, philosophique, sous prétexte qu'elle ne correspond pas à leurs représentations ?

De plus, on note des avancées sur le sujet du choix du genre au niveau des organisations internationales. C'est le cas, par exemple, de la résolution 1 728, du 29 avril 2010, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui demande aux États membres de lutter contre les discriminations et les violations des Droits de l'Homme visant les personnes transgenres, en particulier en agissant pour qu'ils ou elles aient droit à des documents officiels reflétant le genre choisi, sans obligation préalable de subir une stérilisation ou d'autres procédures médicales comme une opération de conversion sexuelle ou une thérapie hormonale. La France est très en retard sur ce type de procédure et de reconnaissance.

Des réactions telles que celles des collectifs chrétiens susdits ont malheureusement pour effet de saper le travail fait depuis des années par des associations comme SOS Homophobie (1), dont l'objectif est d'informer et de sensibiliser les collégiens et lycéens à ce que sont l'homosexualité, la perméabilité des genres et la tolérance... Leur maxime est simple et efficace : "C'est en sensibilisant aujourd'hui les jeunes Français que l'on évite les victimes de demain".

Nous ne pouvons en effet que l'espérer, et en attendant, laissons à Adam et Eve le choix de se reproduire entre eux... ou non !

Pauline Jeannin

(1) <http://www.sos-homophobie.org/> - Association nationale de lutte contre la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie et la transphobie.



DÉCEPTION

Tout faux, on a eu tout faux. Fort imprudemment, *La Feuille Verte* de novembre avait laissé espérer, en contrepartie d'une nouvelle progression de l'extrême droite aux élections fédérales suisses du 23 octobre (l'équivalent de nos législatives), un nouveau succès des Verts. Eh ! bien, non seulement la première (l'UDC, Union démocratique du Centre) n'a pas réussi (et il faut s'en réjouir) son pari d'atteindre les 30 % de voix, tout en restant le premier parti helvète, mais nos copains Verts ont subi une défaite inattendue.

En effet, ils passent de 9,6 % à 8,4 % des voix, et surtout ils perdent 5 sièges au Conseil national, où ils ne sont plus désormais que 15 au lieu de 20 depuis 2007. Le groupe parlementaire perd des personnalités de premier plan, qui s'engageaient avec détermination pour les idées vertes.

Au Conseil des États (qui représente les cantons), ils gardent leurs deux sièges à l'issue du second tour (qui a eu lieu à des dates différentes selon les cantons). Autre consolation : ils améliorent leur pourcentage électoral dans sept cantons - Tessin, Neuchâtel, Bâle-Ville, Valais, Grisons, Schwyz et Jura (+ 11 % dans ce dernier canton).

Manifestement, les Verts suisses ont été jugés trop à gauche par une partie de l'électorat (surtout dans les régions alémaniques, à Zurich, Berne, Soleure, Zoug, etc., la Suisse romande leur demeurant plus fidèle), qui a privilégié des partis centristes. La preuve en est la percée inattendue de deux partis qui viennent bouleverser le paysage politique outre-Jura : le PBD (Parti bourgeois démocratique) et les Vert'libéraux (1) qui, passant de 1,4 à 5,4 % des voix, multiplient par trois leur nombre de sièges (de 3 à 12) ! Comme l'a résumé le quotidien *24 Heures* au lendemain des élections, « *les Verts de gauche perdent, les Verts de droite gagnent* ».

Mais qui sont ces Vert'libéraux ? Difficile de les définir exactement : disons une sorte de Génération Écologie (en moins pourri ?), une sorte de mix « ni droite, ni gauche » (ou « *de droite et de gauche* », comme les décrit un de leurs dirigeants), dans lequel on retrouverait Hulot, Waechter, Kociusko-Morizet, Lepage (mais quand même pas Lalonde ?)... Plutôt progressistes dans le domaine sociétal (dépénalisation du cannabis, mariage et adoption pour les homosexuels, parité entre les sexes dans les institutions...), les Vert'libéraux sont, comme leur nom l'indique, partisans du libéralisme économique. Ils prétendent concilier protection de l'environnement et croissance économique. Entre les lignes de leur programme se dessine nettement une

sorte de « capitalisme vert », voire de... green washing ! (2) Pour certains analystes, ces élections ont remis au goût du jour le vieux débat entre Verts « fondamentalistes » et Verts plus « modérés » - entre « réalos » et « fundis », comme on disait il y a quelques années chez les Grünen. Au sein du parti Vert, certains semblent disposés à un *aggiornamento*, tandis que d'autres ont bien l'intention de poursuivre le combat en faveur d'une plus grande justice sociale.

Les Verts ont déjà connu d'autres périodes difficiles, en particulier dans les années 90 : on peut compter sur leur enthousiasme pour remonter encore une fois la pente. Dans l'immédiat, évidemment, ils vont devoir renoncer à leur ambition d'installer un des leurs au Conseil fédéral, le gouvernement de la Confédération. Le PS, lui, est le seul des grands partis à rester stable, mais sa marge de manœuvre rétrécit du fait du recul de son allié Vert (3).



Gérard Roy

(1) *Oui, oui, ils écrivent leur nom comme cela. Vous trouvez cela crétin ? Moi aussi...*

(2) *Ils se présentent comme les « concombres » (verts aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur), alors que les Verts seraient*

(comparaison utilisée chez nous plutôt par l'extrême droite) comme les pastèques, verts dehors et rouges dedans.

(3) *Infos sur le site des Verts suisses : www.verts.ch*

NÉGOCIER N'EST PAS GAGNER

Après la signature de l'accord EELV-PS, les interrogations ont rempli et même fait déborder nos boîtes mel. Parmi elles, beaucoup ont fait état d'un trouble, d'un sentiment plus ou moins fort de trahison d'un idéal, lequel serait plus fortement porté plus par les jeunes que par des plus vieux perclus de réalisme arthritique.

L'objet de l'ire : nous n'avons pas obtenu tout ce que nous voulions, nous avons apparemment cédé sur des points essentiels, nous avons en quelque sorte renoncé.

Parvenir à un compromis

Pour argumenter, il est fait référence aux différentes déclarations intempestives des uns (ultimatum, « *ségolénisation* », pas d'accord plutôt qu'un accord au rabais...), auxquelles ont répondu les diktats, sinon les arrogances, des autres.

Il faut peut-être avoir en tête que la négociation est un terrain où s'engagent des partenaires dont le but est de parvenir à un compromis. Sur ce terrain-là et à l'extérieur, chacun déploie des stratégies d'influence pour obtenir que le compromis lui soit le plus avantageux, mais chacun sait aussi qu'en fin de compte, il n'y aura pas d'accord si l'un cherche à vaincre l'autre. Inévitablement se produisent des effets d'annonce dont l'énoncé est à la fois à destination des groupes (nous gardons le cap) et des partenaires (n'exigez pas l'impossible).

Dans ce cadre, il existera toujours un écart entre les attentes des groupes représentés et ce que les négociateurs parviennent à concrétiser. Les réactions parfois violentes au PS ou à EÉLV en témoignent. Les négociateurs d'EÉLV sont accusés d'avoir vendu le mouvement pour un plat de lentilles, ceux du PS d'avoir cédé de manière inconsidérée des places à leur partenaire.

Ces critiques virulentes éludent totalement la charge émotionnelle, l'engagement que représente la nécessité de tout à la fois tenir le mandat confié avec des positions intransigeantes et faire émerger une communauté de pensée.

Négociateur n'est pas gagnier

Négociateur, c'est établir un rapport de force, qui dépend de l'habileté des négociateurs, mais aussi, bien évidemment, de la réalité politique du poids de chacun. En l'occurrence, il ne pouvait s'agir ici de voir le PS s'aligner sur l'ensemble des positions défendues par EÉLV ; ou alors le PS n'avait plus qu'à se dissoudre et ses militants à nous rejoindre. Nous n'avons pas gagné, mais le

contenu de l'accord souligne que le chemin parcouru, lui, est considérable et témoigne non pas d'une maturité politique (concept d'une stupidité rare dont quelques journalistes en manque d'inspiration abusent), mais de l'influence grandissante et incontournable de l'écologie politique et de son poids reconnu pour faire gagner la gauche (ce que quelques commentateurs professionnels ont sans doute du mal à admettre). En d'autres termes, le rapport de force a bougé et a fait bouger les lignes.

Il faut remercier les négociateurs pour avoir eu l'intelligence de marquer les points de convergence et les points de divergence qui garantissent notre liberté de parole et celle de notre candidate. En cela, ils n'ont rien trahi. Ils permettent de franchir une étape essentielle.

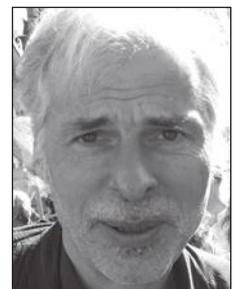
Affirmer notre projet

Pour atteindre l'idéal que nous partageons, les chemins à emprunter ne sont pas des chemins imaginaires où nos rêves se réaliseraient d'eux-mêmes, où l'innocence serait toujours préservée. Et de fait, l'approbation de cet accord par notre Conseil fédéral est une excellente nouvelle, qui valide l'ensemble d'une stratégie ; elle est aussi une reconnaissance du travail accompli par les négociateurs. Il reste certes du chemin pour convaincre nos partenaires et les électeurs que l'avenir est à l'écologie politique, mais qui pouvait croire un seul instant qu'avec la seule force de nos convictions, nous allions renverser le monde ? Et c'est bien l'objet de la campagne présidentielle d'être un moment fort dans l'affirmation d'un projet, même si nous savons qu'il ne peut être concrétisé dans son intégralité si la gauche conquiert la majorité.

Je ne me berce d'aucune illusion quant à une application stricte de l'accord : les expériences passées ne peuvent que nous inciter à la vigilance en évitant toute naïveté. Les cris de bêtes blessées dans leur ambition personnelle de quelques figures locales nous indiquent qu'il reste au PS suffisamment de venin hégémonique, de baronnies si loin de l'idée de sixième République, pour que nous ne baissions pas la garde.

En ce sens, cher Éric, c'est avec un malin plaisir que j'envisage la campagne à mener à Besançon.

Michel Boutanquoy



ET SI NOUS SORTIONS TOUS DU NUCLÉAIRE ?

Il ne fait pas de doute que beaucoup d'entre nous ont déjà réalisé de grosses économies d'énergies dans leur quotidien, par exemple dans leur habitat (pour ceux qui en sont propriétaires en particulier).

Dès 1997, avec quelques centaines d'autres, j'ai bravé la loi et les menaces d'EDF en installant une centrale photovoltaïque raccordée au réseau, en faisant tourner le compteur à l'envers et en refusant de signer le contrat de rachat d'EDF, qui à l'époque nous donnait 27 ou 28 centimes (de franc !) pour notre énergie, alors que la nuit, il nous la revendait plus de 50 centimes ! Quand Dominique Voynet eut été élue députée, puis nommée ministre, les règles ont évolué positivement (sans rétroactivité pour les pionniers, qui sont toujours dans une "illégalité tolérée").

Depuis dix ans, nous attendons la voiture à air comprimé de M.D.I. Air Solution. Cette société a tenté de mettre sur le marché trois modèles de voitures à air comprimé rechargeables à l'électricité (de mémoire, ça doit revenir à 1,50 euro les 100 km) ou des modèles équipés d'un mini-compresseur thermique embarqué - gaz, essence ou diesel (Dans ce dernier cas, il faudrait 6 000 voitures à air comprimé pour polluer autant qu'une voiture moyenne fonctionnant au carburant fossile...) Bizarrement, aucun de ces prototypes n'a passé les crash-tests, et les constructeurs français, si liés aux pétroliers, ne se lancent évidemment pas dans l'aventure... (1) À défaut, nous avons opté pour le GPL, le train, le vélo, etc.

Avant la crise bancaire de 2008, certains ont opté pour la Banque NEF (Nouvelle Économie Fraternelle), via le

Crédit coopératif.

Beaucoup ont choisi Énercoop (2) comme fournisseur d'électricité : et c'est là que nous pouvons tous agir, que nous soyons propriétaires ou locataires, pauvres ou riches (ma facture va augmenter de 5 à 7 euros par mois pour une personne : pas le prix d'une place de cinéma, ou à peu près le prix d'un paquet de clopes ou de deux chocolats chauds au bistrot).

En plus de nos engagements politiques et associatifs, nous avons, en utilisant ce fournisseur (je n'en connais pas d'autre) l'occasion :

- 1) d'agir concrètement en sortant tous du nucléaire domestique ;
- 2) de mettre nos actes en conformité avec nos discours ;
- 3) d'augmenter de manière importante la demande d'énergie renouvelable pour faire concrètement bouger les lignes ;
- 4) et enfin de soutenir notre candidate et nos valeurs par l'exemple.



Yves Ketterer

(1) Bonne nouvelle : j'apprends que la voiture à air comprimé est enfin lancée (en 2010) ; voir :

http://www.vulog.fr/Documents/MDIVULogNov09a_2_1.pdf
ou : [http://annuaire.118712.fr/Alpes-maritimes-06/Carros-06510/Cqfd-air-solution-\(mdi-entreprise\)-0497102020_0S0040E00003G60200I30140G](http://annuaire.118712.fr/Alpes-maritimes-06/Carros-06510/Cqfd-air-solution-(mdi-entreprise)-0497102020_0S0040E00003G60200I30140G)

(2) www.enercoop.fr

Conseil fédéral des 19 et 20 novembre

LE VIN EST TIRÉ...

Rarement un Conseil Fédéral avait été aussi attendu et annoncé dans la presse. Le choix de François Hollande comme candidat du PS ayant retardé les négociations (il fallait intégrer des membres de son staff dans l'équipe socialiste des négociateurs et prendre en compte les désirs particuliers du candidat), ce Conseil avait même été repoussé en urgence de quinze jours afin qu'il puisse prendre position sur un protocole d'accord.

Ce protocole avait été trouvé le mardi précédant le Conseil. Inutile de revenir sur la semaine plus que mouvementée qui a suivi, mauvaise pièce de boulevard avec

des portes qui claquent, un parti trompé, Areva dans le rôle de l'amant dans le placard (selon le bon mot d'Eva Joly)... Un très mauvais timing dans les déclarations à la presse, dans la présentation du texte, le tout dans la confusion générale entre accords « de gouvernement », « parlementaire », « programmatique » et entre campagnes de la présidentielle et des législatives a eu pour conséquence d'offrir sur un plateau à nos adversaires politiques l'accusation d'avoir tout lâché pour des circonscriptions, d'avoir poignardé notre candidate dans le dos... C'est ainsi qu'est née la folle rumeur selon laquelle Eva Joly n'était plus sûre de continuer la cam-

pagne. Et le flou sur notre éventuelle participation au gouvernement dans le cas d'une victoire de plus en plus éventuelle de la gauche n'a pas arrangé les choses. Cela dit, Hollande a sans doute laissé plus de plumes que nous durant cette exécrable semaine.

Nord-Coréens, nous ?

C'est donc en n'ayant en tête quasiment que le vote sur l'accord que les délégués se sont rendus à Paris. Le vendredi soir, on savait que les jeux étaient faits, que les courants Maintenant et Construire voteraient très majoritairement en faveur du texte, et Envie contre. Las, le samedi commençait par une nouvelle micropolémique, certain journaliste nous accusant de pratiques « nord-coréennes » à cause du huis clos décidé pour les débats sur l'accord. Le sens de la mesure était décidément à l'honneur durant toute cette semaine, ce même journaliste ne trouvant rien à redire au fait que c'était également à huis clos que le Bureau national du PS avait validé, à 38 personnes, cet accord.

Enveloppez, c'est pesé !

Les premiers textes étudiés par le CF ne prêtant pas spécialement à controverse, c'est dans une ambiance chaude que nous avons entamé le débat sur l'accord. 76 prises de parole demandées pour 130 votants ! Les opinions étaient faites, les orateurs se sont beaucoup répétés, qui pour expliquer à quel point cet accord était merveilleux, qui pour dénoncer le scandale, qui pour rappeler qu'il était inconscient d'accorder encore la moindre confiance au PS. Je regrette personnellement que nous ne nous soyons exprimés ni sur la participation au gouvernement dans l'état actuel des négociations, ni sur l'autonomie de l'éventuel groupe parlementaire. Le protocole d'accord a finalement été validé à 73 %. Le vote étant nominatif, vous pourrez retrouver sur le compte-rendu les noms des votants si vous souhaitez obtenir des explications sur un choix qui, pour beaucoup de conseillers, n'a pas été simple à faire.

Pour ajouter un peu de joyeuse confusion, une panne d'électricité au sous-sol a forcé à délocaliser la conférence de presse sur le trottoir, là où les équipes de télé faisaient le pied de grue depuis le début de la matinée.

Moins de monde, plus de motions.

Les rangs étaient beaucoup moins garnis le dimanche matin, pour écouter les informations du Conseil statutaire, les traditionnelles questions au Bureau exécutif sur la situation de la tutelle en Languedoc-Roussillon ou encore la présentation des finances.

Sur l'ensemble du week-end, le Conseil fédéral a largement approuvé, entre autres, une motion rappelant nos fondamentaux sur les droits des étrangers et l'importance que nous accorderons à ce sujet pendant la campagne présidentielle, une motion de soutien au mouve-

ment des Indignés et à un renouveau de la pratique démocratique, ou encore (à l'unanimité) une motion rappelant notre exigence de l'abandon du projet de grand contournement de Strasbourg.

Un texte visant à demander la révocation de Laurence Vichnievsky du Bureau exécutif a été reporté pour ne pas ajouter de la confusion à la période (d'autant plus que finalement, les positions qu'elle avait défendues dans *Libération* sont celles que nous avons votées dans l'accord !). Un autre demandant la limitation à trois mandats successifs pour les parlementaires a également été repoussé ; explication donnée : ce genre de texte ne doit pas être voté lors d'une période électorale ! Il faudra m'expliquer quand nous ne sommes pas en période électorale, et pourquoi il se trouve toujours de bonnes raisons pour repousser des textes demandant l'application de nos fondamentaux...

Et maintenant, on fait quoi ?

Maintenant, vous voulez la sortie du nucléaire ? Vous voulez qu'on abandonne le PIB comme indicateur de développement ? Vous voulez de la transparence, une réelle solidarité Nord - Sud ? Une politique pacifiste à l'échelle internationale ? Vous voulez que les agriculteurs puissent vivre de leur travail et non des subventions ? Vous voulez être sûrs du retour de la retraite à 60 ans et à taux plein ? Vous voulez plus de fédéralisme, une Europe forte, politique et pas financière ? La protection de la biodiversité ?...

C'est simple : plus que jamais, votez et faites voter pour Eva Joly.

François Mandil



COMPRENDRE L'INCOMPRÉHENSIBLE

Comment ne pas être révolté par l'assassinat sauvage de la jeune Agnès par un mineur ? Comment ne pas être sidéré par cette violence barbare qui nous fait douter de notre humanité ? Comment ne pas être saisi par l'effroi devant un acte aussi monstrueux ? Chacun réagit comme il le ressent : colère, la compassion pour des parents à jamais meurtris...

Et puis il y a les charognards, ceux que n'embarrasse nulle retenue, nulle démagogie, encore moins à quelques mois d'une échéance électorale, et qui déjà mettent en cause les décisions judiciaires et ceux qui les prennent ou les mettent en œuvre.

Gageons que les professionnels concernés n'ont pas attendu les effets de menton de quelques-uns, drapés dans la posture du défenseur de la veuve et de l'orphelin, pour s'interroger au-delà de la consternation, pour réfléchir au parcours du jeune meurtrier.

Permettez-moi de proposer quelques points de repère nécessaires pour penser l'impensable.

Si les violences sexuelles perpétrées par des adultes sur des mineurs (principalement dans le milieu familial et l'environnement proche) font l'objet d'une attention qui n'a cessé de se développer, tant du point de vue de la détection que du soin aux victimes (et aux agresseurs), la question des mineurs auteurs de telles violences est longtemps restée, dans les milieux professionnels comme dans celui de la recherche, une question impossible à penser. Le mineur est une victime par définition.

La possibilité de travailler cette question, fruit d'une lente prise de conscience, demeure récente. Et comme les adultes, la plupart des mineurs auteurs de violences ont été eux-mêmes victimes.

Les professionnels confrontés à l'accompagnement et au suivi thérapeutiques de ces mineurs ont souvent constaté que le cadre classique qu'ils utilisaient se révélait inopérant, sinon inapproprié. Le suivi individuel reste de surface, sans adhésion réelle du mineur ; les familles ne sont pas impliquées.

Devant ce constat, devant le taux de récurrence important, certains ont engagé d'autres approches, suivi de groupe, prise en charge des familles, qui semblent ouvrir des voies plus prometteuses pour diminuer la récurrence.

Pour mettre en œuvre de tels dispositifs, qui mobilisent dans des réseaux magistrats, éducateurs, thérapeutes, il faut du temps, il faut des équipes convaincues qu'un

avenir est possible ; et s'il faut également des moyens à un moment où la justice, la psychiatrie, la Protection judiciaire de la Jeunesse gèrent des pénuries, il faut surtout un changement radical de politique : sortir du tout-répressif, développer les logiques éducatives et thérapeutiques, bref remettre de l'humanité là où elle fait défaut.

Aucun professionnel ne dira le contraire, la sanction face à la violence des actes est un moment indispensable, nécessaire, parce qu'il est fondateur justement d'un possible accès au soin. Mais la sanction seule ne suffit pas.

Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit nullement de faire disparaître la victime derrière le bourreau ; bien au contraire, la reconnaissance de la victime, de sa souffrance, tant par l'instance judiciaire que par l'auteur du crime est essentielle : elle ouvre à la victime, ou aux siens, la possibilité de se dégager de l'emprise de la violence, elle ouvre à l'auteur la possibilité d'accéder à sa propre histoire, à son propre statut de victime, statut enfoui et qui soudain explose dans un acte insensé.

Qui dira un jour ce qui a été fracassé dans la vie de ce jeune homme pour qu'il fracasse la vie d'une jeune fille et de sa famille ?

En restituant quelques éléments de la difficulté du travail, je ne vise nullement à rendre incongrue toute interrogation rétrospective sur l'enchaînement des actes, sur la pertinence de ceux-ci : ce questionnement est légitime.

Je refuse simplement qu'on livre à la vindicte des professionnels engagés auprès de tous ces mineurs victimes et auteurs de violence et qui tentent parfois désespérément de rompre le cycle infernal de cette violence, dans l'indifférence générale d'un public ou de politiques qui ne se réveillent que pour chercher de commodes responsables à leur propre démission.

Je refuse qu'on exploite l'émotion que suscite ce drame, le chagrin incommensurable des parents qui demandent légitimement des comptes, qui demandent à comprendre l'incompréhensible.

Je voudrais juste leur témoigner mon infinie tristesse.

Michel Boutanquoi

NOS LECTEURS DISCUTENT

Un lecteur de Haute-Saône, Michel Guérin, nous a écrit ceci :

“Lisant La Feuille Verte [d’octobre], j’y vois une suggestion d’augmentation de la TVA sur l’électricité pour en réduire la consommation. La TVA étant un des impôts les plus injustes qui soient, cette suggestion me semble ne pas avoir de raison d’être car contraire à la philosophie d’ÉÉLV.

Cela dit, il y a d’autres solutions pour réduire la consommation d’électricité, mais elles supposent qu’EDF soit un service public digne de ce nom et que les banques fassent des cadeaux au lieu d’en recevoir.”

Le plus simple est de laisser la parole à l’auteur de l’article en question, à qui nous avons demandé de préciser sa pensée.

« Voici quelques éléments de réponse qui, tout comme l’article, n’engagent que moi.

* Effectivement, l’utilisation de la TVA pose un problème car les entreprises ne la paient pas. L’augmentation de la TVA sur l’électricité n’aurait donc pas d’impact sur elles.

* La fiscalité concernant l’énergie en France est à remettre à plat (pas de taxe sur le kérosène pour une question d’accord international qui date des années 1940, carburant détaxé pour les agriculteurs, transporteurs routiers remboursés d’une partie des taxes, prime à la cuve de fuel, TVA, TIPP, etc.) En fait, il y a beaucoup de taxes sur le carburant automobile et relativement peu sur l’électricité.

* ÉÉLV, dans son Projet 2012, veut une nouvelle fiscalité énergétique avec un outil nommé Contribution Énergie Climat. Cette CCE repose sur une triple assiette : Énergie primaire, gaz À effet de serre, risques environnementaux et sanitaires (dont nucléaire).

* Le coût de l’électricité (hors taxe) en France est volontairement sous-estimé. Tout est fait pour encourager la consommation électrique, un peu la vitrine du nucléaire. On nous vante l’électricité, “une des moins chères du monde”, car les coûts de la recherche sont pour le contribuable, les provisions pour le démantèlement des centrales sont largement sous-évaluées, on a oublié qu’il faudra stocker certains déchets pendant 100 000 ans (voir le film Into Eternity), les assurances ne couvrent vraisemblablement pas les dégâts en cas de catastrophe nucléaire, etc.

* Le château de cartes est en train de s’écrouler après Tchernobyl et Fukushima. Les actions EDF et Areva dégringolent, on se retrouve avec des centrales nucléaires à démanteler sans provisions suffisantes. Il n’y a plus de clients (ou presque) pour nos centrales, qui valent de plus en plus cher. Il va falloir payer, comme pour les banques. De toute façon, il faut s’attendre à une triple peine pour le prix de l’électricité :

- Démantèlement des centrales nucléaires.
- Changement de modèle, du "tout nucléaire centralisé" au "sans nucléaire en réseau décentralisé".
- Fiscalité pour lutter contre le réchauffement climatique et prévenir les risques environnementaux.

Seule bonne nouvelle : plus l’électricité est chère, plus les énergies renouvelables sont rentables. En Allemagne, il est rentable d’installer un chauffe-eau solaire, pas en France, car on a les “heures creuses” : en fait, les Français stockent de l’énergie la nuit sous forme d’eau chaude pour l’utiliser en journée, le parc nucléaire produisant aussi la nuit. »

Alain Scherrer



CHRONIQUE D'UNE CURIOSITÉ POLITIQUE

Au mois de juin, EÉLV Besançon décide de travailler sur une motion afin que la Ville de Besançon se saisisse de la problématique de la transparence financière. En effet, les collectivités consomment des crédits, contribuant ainsi à faire vivre les banques ; l'idée est de transformer ces collectivités en acheteurs responsables, en « consommacteurs », en interrogeant les banques qui offrent leurs services sur leurs propres relations avec les paradis fiscaux. Il s'agit ainsi de relayer au niveau local des actions menées par les associations nationales et les ONG internationales.

Un premier projet de motion jugé irréaliste, le maire nous demande de revoir notre copie. Il est même question de créer un groupe de travail incluant toutes les composantes de la majorité, mais cela reste sans suite.

En octobre, nous proposons donc une nouvelle motion adoucie, mais que le maire refuse de soutenir, la jugeant à la fois inutile et toujours aussi irréaliste, c'est-à-dire à la fois trop symbolique et trop exigeante - allez comprendre... Pourtant, d'autres collectivités, régionales et municipales, en ont adopté des similaires.

Au Conseil municipal, nous sommes accusés par les élus PS les plus sensibles à ce sujet, les « montebourgeois », de prendre l'assemblée en otage : le débat vole vraiment très haut ! Et le maire nous annonce qu'il va proposer en décembre quelque chose de vraiment solide, une délibération.

Nous en sommes ravis, mais pourquoi refuser de voter la motion, l'un n'empêchant pas l'autre ? Pourquoi

théâtraliser ainsi l'annonce de ce projet de délibération ? En quoi sera-t-il plus engageant, puisque la réglementation ne laisse guère de marges de manoeuvre ? Pourquoi ne pas avoir travaillé ensemble ? Tout cela ne serait-il qu'une basse manoeuvre du maire pour reprendre à son compte l'initiative d'EÉLV ? Y aurait-il une volonté de distendre les relations entre le PS et EÉLV dans le contexte de l'investiture pour la circonscription convoitée par le maire et demandée par EÉLV ? Ou tout simplement une mauvaise organisation des conseillers du maire, induisant un « léger » retard dans l'appréhension du problème, voire dans sa compréhension ? Un peu de tout cela, probablement.

Pour revenir à la lutte pour la transparence financière, une vraie ambition est maintenant affichée par le maire, c'est un premier succès. Qu'en sera-t-il réellement ? Vous le saurez dans le prochain numéro...



Benoit Cypriani

PS : À l'heure où *La Feuille Verte* est en cours de bouclage, le projet de délibération nous a été communiqué. Ainsi que nous le craignons, il est en retrait par rapport à ce que nous demandions. Le miracle (pardon Gégé !) n'a pas eu lieu. Comme quoi il ne suffit pas de montrer ses muscles...

Groupe local de Besançon

ON BOSSE !

Comme le prouvent ces photos, on bosse, chez EÉLV-Besançon. (Ailleurs aussi ?... Oui, bon.) Deux exemples.



Le 25 octobre, réunion de travail avec Wilfrid Séjeau, Conseiller régional de Bourgogne, auteur avec Erwan Lecœur du *Petit Bréviaire écolo* (Éd. du Petit Matin), avant un débat public au local.



Le 8 novembre, plénière du groupe, soirée spéciale Appropriation du programme, travail en ateliers.

TOUJOURS SUR LE PONT

Les Jeunes Écologistes comtois ont organisé le vendredi 11 novembre leur Forum régional. Cette journée de formation en plusieurs ateliers a été également l'occasion de tenir notre assemblée générale annuelle.

Transports et histoire de l'écologie politique

Le matin, atelier sur la thématique des transports, pour lequel nous avons invité Alain Fousseret, vice-président chargé des transports au Conseil régional de Franche-Comté. Il nous a expliqué son rôle, ainsi que les enjeux de ce secteur, qui représente 20 % du budget de la Région. Les questions de la nouvelle Ligne Grande Vitesse (LGV) et de l'aéroport de Dole-Tavaux ont aussi été évoquées.

L'après-midi, un second atelier a porté sur l'histoire et les valeurs de l'écologie politique. Très intéressante intervention d'Éric Alauzet, qui nous a détaillé les trois valeurs principales : l'Autonomie, la Solidarité et la Responsabilité, desquelles découlent toutes nos idées actuelles.

Ensuite, il a parlé de notre histoire, depuis notre pre-

mier candidat à la présidentielle, René Dumont, jusqu'à la création d'EÉLV, en passant par celle des Verts. Cela a été accompagné d'une réelle réflexion sur nos partis et notre vision de la politique.

AG annuelle :

un nouveau bureau et de la motivation !

Le bilan de l'année est positif, mais nous nous sommes fixé comme objectif d'être encore plus présents sur le terrain cette année.

Un nouveau bureau a été élu : Nicolas Gonthier reste coordinateur, Mathilde Tessier, secrétaire et Lucas devient le nouveau trésorier. Nous ressortons tous plus motivés que jamais pour cette année qui s'annonce riche en événements et en militantisme.

Un grand merci à Éric et Alain pour leur participation à cette journée, dans un esprit très convivial. Tous les mouvements de jeunesse politiques ne peuvent pas prétendre approcher leurs élus à un tel niveau !

Les Jeunes Écologistes de Franche-Comté

DOLE-TAUAUX : NON, TOUJOURS NON !

Les jeunes Écologistes de Franche-Comté ont organisé le 18 novembre, à Tavaux, en partenariat avec Patrick Viverge (parti de Gauche, Conseiller général de Dole Nord-est), un débat public sur l'aéroport de Dole-tavaux. Public nombreux et débat très enrichissant. Il est à noter que cette discussion, essentielle pour la population locale, n'aurait pu avoir lieu sans notre prise de position par un communiqué de presse en juillet dernier.

Certes, nous avons pu comprendre la motivation de la nouvelle majorité du conseil Général du Jura à continuer le programme « Nouvel envol » instauré en 2009 à l'occasion de la signature d'une DSP (Délégation de Service public).

Mais nous restons cependant convaincus que l'avion, tel que nous le prenons aujourd'hui, ne saurait être le

moyen de transport de demain, et que, dans une vision à long terme de la société, le programme « Nouvel envol » et le fonctionnement envisagé de l'aéroport Dole-Tavaux ne sont pas pertinents.

De plus, il nous paraît improbable que cet aéroport puisse attirer touristes et entreprises dans les années qui viennent, comme l'espèrent les Conseillers généraux André Lamy et Patrick Viverge, présents lors de ce débat.

Nous continuerons à suivre de près ce dossier et espérons que la majorité de gauche au Conseil général du Jura saura faire preuve d'audace et de réalisme et sortir de la logique très coûteuse de l'aéroport de Dole-Tavaux, « l'aéroport de trop ».

Les Jeunes Écologistes de Franche-Comté



LE FICHIER NATIONAL AUTOMATISÉ DES EMPREINTES GÉNÉTIQUES (FNAEG) CONTRE LES DROITS DE L'HOMME

Ces dernières semaines, 34 requérants (1) se sont vus proposer une indemnisation de quelques milliers d'euros en contrepartie du retrait de leur plainte devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pour leur fichage génétique, qu'ils estiment abusif.

Ces 34 personnes sont des faucheurs d'OGM. Ils ont assumé leurs actes devant les tribunaux et ont été condamnés pour destruction de bien privé aggravé en réunion. Leur affaire aurait dû s'arrêter là, mais entre-temps, avec la loi sur la sécurité intérieure de 2003, le FNAEG a été étendu à la quasi-totalité des délits, y compris mineurs (plus de 130 infractions : atteinte aux biens, aux personnes...), à l'exception des délits financiers. Les personnes simplement suspectées d'avoir commis ces délits deviennent passibles de l'inscription au FNAEG. La loi s'applique aussi aux mineurs de moins de 13 ans : e FNAEG instaure une suspicion générale.

L'État s'est donné la possibilité de ficher des militants et n'a pas hésité à demander l'inscription des faucheurs au fichier. Contestant ces nouvelles poursuites, ceux-ci ont poursuivi l'État français pour violation des Droits de l'Homme, en appel, en cassation, puis à la CEDH.

Après de longs mois d'attente, ils ont reçu une proposition d'arrangement amiable, sous forme d'une indemnisation individuelle, en échange de l'abandon de l'action engagée pour faire valoir leurs droits.

Cette conciliation vient d'être unanimement rejetée par les 34 faucheurs, qui poursuivent leur action : ils estiment que le sujet dépasse leur cas individuel et renvoie au respect de la vie privée et plus généralement des Droits de l'Homme.

Ils estiment aujourd'hui que l'État doit répondre de ses actes, en l'occurrence le fichage de plus d'1,7 million de personnes, parmi lesquelles au moins 1 million n'ont jamais fait l'objet de la moindre condamnation.

Par ailleurs, le 7 novembre dernier, un « désobéisseur », jugé lui aussi pour refus de fichage ADN, a vu son procès reporté pour des questions prioritaires de constitutionnalité. Les progrès réalisés en génétique semblent en effet démontrer que les segments d'ADN recueillis

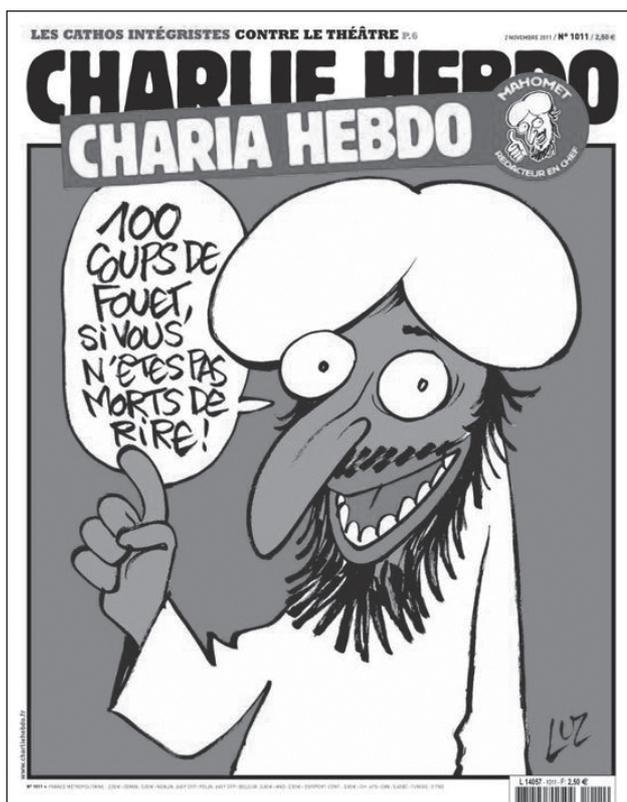
dans le cadre du FNAEG pourraient être codants. Qu'en sera-t-il dans 40 ans, puisqu'il s'agit de la durée de conservation des empreintes dans le fichier ?

Le fichage génétique systématisé de la population ne peut que renvoyer à des périodes sombres de l'Histoire, que nous pensions révolues.

Les 34 faucheurs sont soutenus au niveau national par le collectif des faucheurs volontaires. Ils appellent les défenseurs des Droits de l'Homme à mettre en débat les risques que fait courir un tel fichier de masse.

Les 34 Faucheurs en lutte contre le FNAEG

(1) Dont François Mandil, militant et élu EÉLV-FC (06 69 92 00 18)



MILLE EXCUSES

D'abord, *La Feuille Verte* se doit de présenter à ses lecteurs ses plus plates excuses pour l'in vraisemblable retard avec lequel leur a été acheminé le numéro de novembre. Entre nos cafouillages internes et la désormais proverbiale efficacité de la Poste, le record de lenteur a été pulvérisé. On en connaît qui, dans leurs montagnes, ont vu arriver le 16 novembre une *Feuille* dont les derniers articles avaient été écrits le 20 octobre : bonjour l'actualité ! On prie (!?!!) pour que les choses s'améliorent avec l'acquisition d'une nouvelle machine miracle qui devrait - le tirage se faisant de nouveau au local bisontin d'EÉLV - nous permettre de réduire un peu les délais.... Excuses encore aux lecteurs non germanophones : l'un des visuels des Verts suisses, page 4, était en allemand. Sous les gants de boxe, il aurait fallu pouvoir lire : "Égalité plutôt que rivalité. Les Verts, une longueur d'avance". Excuses enfin à Cécile Prudhomme et Benoît Cypriani, dont l'article sur l'hébergement

d'urgence à Besançon (p. 5) s'est fort malencontreusement trouvé privé de leurs bobines. Afin qu'ils n'aillent pas penser qu'il s'est agi là d'une honteuse mesure discriminatoire, nous offrons aujourd'hui lesdits minois aux regards énamourés des lecteurs. Non, non, ne nous remerciez pas, ce n'est que justice...

Le Comité de lecture



Benoît Cypriani



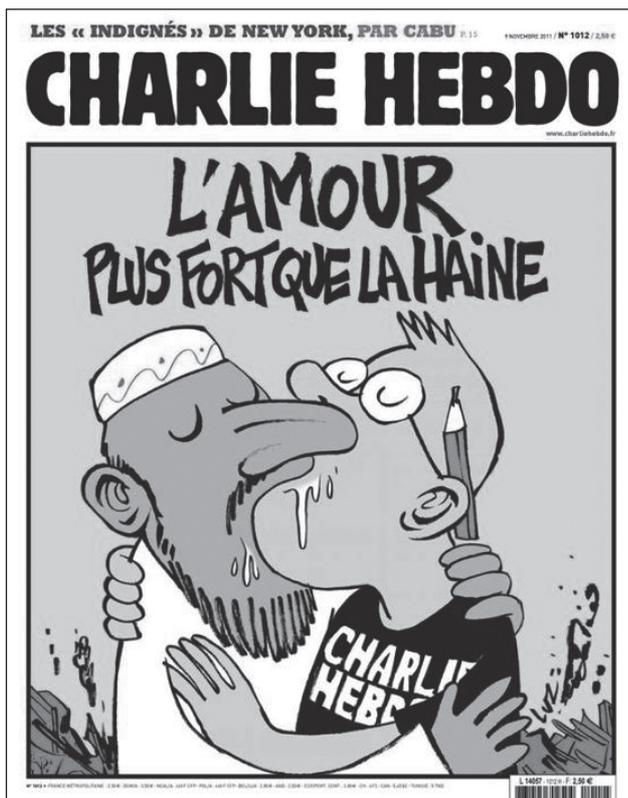
Cécile Prudhomme

Incendiaires

LA FEUILLE VERTE AVEC CHARLIE, BIEN SÛR



17



Des lignes et des lignes, des pages et des pages : ah ! j'avais bien l'intention d'en écrire long sur l'incroyable « affaire » de l'attentat contre *Charlie Hebdo* et ses suites. Elle en est où, l'enquête, au fait ? Et les courageux tarés anonymes qui se répandent sur le net comme vomissures sur le trottoir, qu'est-ce qu'ils peuvent encore inventer d'aussi nauséabond que ce qu'ils ont déjà dégueulé ? Bref, j'étais parti pour faire (voyez un peu l'immodestie !) le « tour de la question » : liberté, tolérance, violence, antisémitisme, islamophobie, humour, dérision, internet, hypocrisie, blasphème, *Golgotha Picnic*, connerie, etc., tout y serait passé.

Et puis vous savez ce que c'est : le temps vous file entre les doigts, et il y a cette satanée *Feuille Verte* qui n'attend pas. Et à force de remettre chaque jour au lendemain, vous arrivez au bout du bout, et vous n'avez rien écrit. Allez, il y aura - hélas ! - bien d'autres occasions de s'énerver contre les dingues de la Mahomet-Jesus and C° Ltd. Pour cette fois, contentons-nous d'assurer toute l'équipe de *Charlie* de notre sympathie et de notre solidarité : de notre part, au moins, c'est sincère ; tout le monde ne peut pas en dire autant...

Mort aux cons ! No pasaran !

Gérard Roy

LA VACHE FOLLE DU MOIS

Nos hommes (et femmes) politiques sont de grands sportifs. Ou du moins de grands supporters. Ou du moins c'est l'image qu'ils tiennent à donner d'eux au bon peuple de France, qu'ils imaginent constitué exclusivement de fous du vélo et de maniaques du ballon. Pour être bien vu dudit peuple, affectons de nous passionner pour le sport, et surtout, bien sûr, pour le sport et les sportifs français : comme aurait pu le dire Henri IV, Paris vaut bien un stade...

Jusqu'à présent, quand ils ne s'exhibaient pas au milieu des foules supportrices (même Mitterrand l'a fait, lui dont il est permis de mettre en doute le goût pour les chaussures à crampons et les maillots publicitaires), ils se répandaient en bruyants et répétitifs dithyrambes sur le ou les Français vainqueurs d'une compétition, suivant en cela le raisonnement moutonnier qui veut qu'une victoire française, m'ôssieur, soit toujours un peu plus qu'une victoire.

Avec la défaite du XV de France face aux All Blacks en finale de la Coupe du monde de rugby, ils ont inauguré un nouveau type de panégyrique basé sur un postulat imparable : une défaite française, c'est presque une victoire.

C'est ainsi (florilège évidemment non exhaustif) que Jean-Michel Baylet a tenu "à dire toute son admiration à l'équipe de France de rugby et [à] félicite[r] les joueurs pour leur courage et l'intensité de leur jeu tout au long du match. Jouer une finale de Coupe du monde sur le terrain de l'adversaire est toujours un handicap."

Le Front National a "salu[é] le parcours de l'équipe de France, ponctué par cette troisième finale de Coupe du monde et félicit[é] les joueurs qui sont allés au bout de leurs efforts, réalisant un match remarquable. [...] En s'inclinant de justesse face à l'invincible équipe néo-zélan-

daise, l'équipe de France de rugby a fait honneur au maillot tricolore".

Le secrétaire national du PCF a "vu ce matin le vrai visage de l'équipe de France de rugby qui nous a offert un moment exceptionnel et fait vibrer tous les Français (1). [...] C'est tout un pays de l'ovalie qui attendait ce deuxième titre et qui a merveilleusement organisé cette coupe du Monde pour en faire une grande fête populaire." La palme revient à Jacques Myard, député UMP et animateur de la Droite "populaire", qui veut voir dans cette rugbystique épopée une métaphore du combat politique : "La courte défaite de l'équipe de France de rugby face aux Néo-Zélandais sonne presque comme une victoire, tant il est vrai que les "meilleurs pronostiqueurs" avaient prédit leur défaite totale, une déculottée historique. [...] Il y a là une réelle leçon politique à tirer, que les bien-pensants et autres apôtres des sondages devraient méditer : alors inutile de proclamer les résultats avant les élections et la bataille qui s'annonce !"

Pour leur lamentable et chauvine sportolâtrie et leur avidité à lécher les derrières des supporters, **nos hommes (et femmes) politiques méritent bien une Vache folle.**

Gérard Roy



(1) S'il y a quelque chose qui me fout en rogne, c'est bien qu'on m'embringue avec "tous les Français" dans des réjouissances auxquelles je répugne absolument.

UN MOIS, ÉMOIS, ET MOI

Gaaarde à vous ! (1). Bigeard aux Invalides ? Qu'est-ce qu'on en a à braire ? Une vieille baderne de plus ou de moins dans un monument déjà rempli de galonnés...

Gaaarde à vous ! (2) Titre du Monde du 8 novembre : "Les jeunes Français ont une image consensuelle et positive de l'armée." Je vous ai déjà dit que j'aimais pas les jeunes ?

Petit papa. Crise ou pas, les Français comptent augmenter de 2 % cette année leur budget moyen pour Noël. Je vous ai déjà dit que j'aimais pas Noël ?

Ovale. 15,3 millions de Français ont regardé sur TF1 la finale de la Coupe du monde de rugby. Je vous ai déjà dit que j'aimais pas les supporters ?

Vrooom ! 650 millions de dollars investis par l'Inde pour accueillir son premier grand prix de formule 1.

Les pays émergents aussi ont le droit d'être très cons.

Clichés. 84 % des Français reconnaissent véhiculer malgré eux des stéréotypes sexistes. Tel n'est pas mon cas, comme le reconnaît d'ailleurs ma femme qui fait la vaisselle en porte-jarretelles.

Âge. Un député socialiste estime que Chevènement *"ne supporte pas d'être traité comme un vieux con par le PS"*. Effectivement, *"vieux"*, c'est très exagéré.

M'as-tu-vu. Après une période de purgatoire (vous vous en étiez aperçus, vous ?), le 4x4 (rebaptisé SUV ou crossover) redevient très tendance. Chouette, on va pouvoir recommencer à écrire dessus *"Grosse bagnole, petite bite"* !

Kss kss ! Bien sûr qu'elle a une tête à recevoir des claques, mais elle sème la zizanie à droite en se payant Fillon : vas-y, Rachida, mollis pas, mords-y l'œil !

Brat ban. (1) Aux États-Unis, de plus en plus de restaurants, de bars, de supermarchés, etc. interdisent leur accès aux enfants. Enfin quelque chose d'intelligent qui nous vient de chez les yankees !

Vaffanculo ! Parmi les courageux qui ont insulté et conspué Berlusconi lors de sa démission, combien avaient, à trois reprises, connement voté pour lui et son système ? On parie qu'il en sera de même quand on aura viré Sarko ? (2)

Droite. À la question (posée par *M, le magazine du Monde*) *"Si vous étiez candidat à l'élection présidentielle, quelle serait votre première mesure ?"*, l'humoriste Guy Bedos répond : *"Je viverais tous les gens de droite"*. Bedos, président !

Gauche. Pierre Desproges disait : *"À part la droite, il n'y a rien au monde que je déteste autant que la gauche."* Pareil pour moi, en ce moment.

Contribution. Parlant de Jean-François Copé, Michel Rocard déclare que *"nous ne sommes pas là en présence d'une intelligence contributive au débat"*. T'as raison, Michou. Et clamer que *"vouloir attenter au nucléaire est une folie"*, comme tu le fais dans la même interview, c'est une ânerie contributive à quoi ?

Morale. *"Celui qui bénéficie d'un arrêt de travail frauduleux [...] vole les Français."* (Nicolas Sarkozy, le 15 novembre, à Bordeaux). Pas comme celui qui utilise un Airbus A330 et deux Falcon 7X pour un aller-retour Paris-Bruxelles.

Subventions. Une partie de l'argent affecté à la reconstruction des zones dévastées par le séisme du 11 mars au Japon servira à *"assurer la bonne exécution de la campagne 2011"* de... chasse à la baleine ! Une super idée à saisir par les chasseurs du Var après les inondations de novembre.

Orthographe. Il paraît que les élèves français fond de-plus-en-plus de fôte en dicté. A bin sa, sa métonerais !

Gérard Roy

(1) *Oui, ça s'appelle comme ça, là-bas, l'interdiction aux chiards.*

(2) *Toute proportion gardée, ça me rappelle (pas vous ?) ces millions de Français qui sont passés en quelques semaines de "Maréchal, nous voilà" à "Vive De Gaulle !"...*

Europe Écologie Les Verts Franche-Comté

(14 rue de la République, 25000 Besançon)

Directeur de publication : Gérard Roy

Comité de lecture : Michel Boutanquoi,

Laurent Fumey, Hubert Guyet,

Pauline Jeannin, François Mandil,

Gérard Roy

CPPAP : 0513 P 11003

Conception et mise en page : Corinne Salvi

Imprimerie Simon (Ornans) :

imprimé sur papier recyclé

ISSN 1169-1190



Quelques images du rassemblement

à la Planche-des-Belles-Filles,
dimanche 20 novembre, pour dénoncer le massacre du site par le
Conseil général de la Haute-Saône sous prétexte d'accueillir une
étape du Tour de France 2012.

